

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU SYNDICAT MIXTE
DU BASSIN VERSANT DU TARN-AMONT

DE_2023_014

Modification de la délibération DE_2023_006 portant demande de déclaration d'Intérêt Général pour les travaux de restauration du méandre du Tarn à St-Hilarin (commune de Rivière-sur-Tarn)

L'an deux mille vingt-trois et le quatre avril, le comité syndical, dûment convoqué, s'est assemblé au nombre prescrit par la loi à La Cresse, sous la présidence de Serge VÉDRINES.

Étaient présents : Jean-Michel ARNAL, Didier CADAUX, Arnaud CURVELIER, Gilbert FAUCHER, Christian FORIR, Pierre HERRGOTT, René JEANJEAN, Catherine JOUVE, Madeleine MACQ, Pierre PANTANELLA, Richard SARRAU, Régis VALGALIER, Serge VÉDRINES

Étaient représentés : Jean-Michel DAUMAS par Serge VÉDRINES

Secrétaire de séance : Gilbert FAUCHER

Date de convocation : 27 mars 2023

Délégués du comité syndical		
En exercice : 23	Présents : 13	Pouvoirs : 1
Résultat du vote		
Pour : 13	Contre : 0	Abstention : 1

Vu les statuts du syndicat mixte et notamment sa compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (gemapi), s'exerçant dans le cadre d'outils tels que notamment le programme pluriannuel de gestion des milieux aquatiques (PPG MA) ;

Vu l'arrêté n°2015349-0001 des préfets de l'Aveyron, du Gard et de la Lozère en date du 15 décembre 2015, portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Tarn-amont ;

Vu la disposition P1.1 issu de l'enjeu « préserver et restaurer les fonctionnalités naturelles des cours d'eau » du SAGE Tarn-amont ;

Vu l'objectif B2-2 « restaurer les zones d'expansion naturelle des crues et préserver les espaces de mobilité des rivières » du contrat de rivière Tarn-amont 2019-2024,

Vu l'arrêté d'autorisation de travaux au titre du code de l'environnement en date du 11 mai 2020 pour la restauration de l'espace de mobilité du Tarn dans le méandre de St-Hilarin,

Vu l'arrêté préfectoral n°12-2021-12-15-00002 du 15 décembre 2021, déclarant d'intérêt général les travaux de restauration de l'espace naturel de mobilité du Tarn à St-Hilarin, avec dispense d'enquête publique en l'absence de procédure d'expropriation,

Vu la délibération 2022 06 DEL 13 de la Communauté de communes Millau Grands Causses en date du 30 novembre 2022, portant sur le lancement conjoint de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire sur une des parcelles du projet.

Vu la délibération DE_2023_006 du comité syndical du Syndicat mixte du Tarn-amont en date du 9 février 2023 portant sur la demande de Déclaration d'Intérêt Général pour les travaux de restauration du méandre du Tarn à Saint-Hilarin (commune de Rivière-sur-Tarn), en raison de l'engagement de la démarche d'expropriation par la Communauté de commune Millau Grands Causses

Vu la délibération DE_2023_013 du comité syndical du Syndicat mixte du Tarn-amont en date du 4 avril 2023 portant approbation du principe d'une démarche d'expropriation pour cause d'utilité publique et lancement conjoint de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) et l'enquête parcellaire sur une des parcelles du projet.

Considérant l'analyse juridique récente des services de la Préfecture de l'Aveyron et de la Communauté de communes Millau Grands Causses sur les compétences statutaires du pétitionnaire demandant la DUP, à savoir la Communauté de communes Millau Grands Causses,

Au regard de la délibération DE_2023_013, le président explique qu'il est nécessaire de modifier la délibération DE_2023_006 du 9 février 2023, en stipulant le changement de pétitionnaire pour la démarche de DUP, à savoir le Syndicat mixte du bassin versant du Tarn-amont et non la Communauté de communes Millau Grands Causses.

À l'unanimité avec une abstention de Monsieur Curvelier, le comité syndical, après avoir délibéré,

Approuve la modification de la délibération DE_2023_006 du 9 février 2023 relative à la demande de déclaration d'Intérêt Général pour les travaux de restauration du méandre du Tarn à St-Hilarin ;

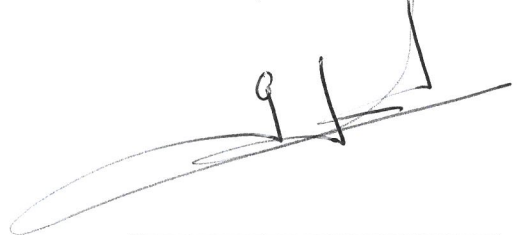
Autorise le Président à réaliser les formalités associées et signer les documents nécessaires.

Ainsi fait et délibéré à La Cresse, les jours, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.

Le Président, Serge VÉDRINES



Le Secrétaire de séance, Gilbert FAUCHER



Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 04/04/2023
et publié ou notifié
le 06/04/2023

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.